

## D'ACTUALITE

## Par Richard Le Quellec

Alors, nous y voilà...

Ainsi se clôt par un troisième volet le Forum du Rassemblement des artistes et acteurs culturels. Tout comme les deux premiers, cet instant est grisant et angoissant, magique et mystérieux. C'est un moment empreint de soulagement et de satisfaction quant au travail accompli et des vacances bien méritées se profilent en perspective. Pourtant, un petit sentiment d'inquiétude subsiste, il n'est pas là, encore, mais tous ceux qui ont œuvré à la réalisation de l'ouvrage qui vous est présenté aujourd'hui, savent qu'au hasard de la satisfaction se cache le doute et un soupçon d'inquiétude.

Car le travail accompli n'est pas une fin en soi. Ce n'est que le début. Nous venons de dresser les plans d'une politique culturelle, certes ambitieuse, mais ni utopique, ni idéale, simplement plus cohérente.

Les pistes qui ont été énoncées ne sont pas des fantasmes de créateurs, car elles ont été écrites de concert avec des représentants des pouvoirs publiques qui nous ont aidés à concevoir un plan directeur réaliste.

Et c'est peut-être là, le nouveau challenge de notre époque, non pas dans un idéal radicalement différent, mais une juste mesure.

Ainsi se situe la nouvelle utopie, ou plutôt sa nouvelle définition : trouver le juste milieu.

C'est une nouvelle forme de fonctionnement, qu'il va falloir faire fusionner avec celui existant ; l'heure est venue de la synthèse et de la cohérence, afin de redéfinir un vocabulaire commun à l'ensemble, non pas seulement des acteurs, mais des **réalisateurs culturels**. Il ne s'agit plus de se cantonner dans nos rôles respectifs mais d'oeuvrer tous ensemble, au script de la culture à venir.

Mais tout cela, ce sont encore de belles idées, car concernant les espaces de création les choses continuent à aller de mal en pis.

Les revendications de l'Union des Espaces Culturels Autogérés - à savoir : assurer la diversité de l'offre socioculturelle au centre ville, et associer les acteurs culturels à l'élaboration des plans d'aménagement urbain et pourtant portées par une pétition signée par plus de 18 000 personnes -, peinent à être prise en compte; l'Arquebuse, la cave 12 et le Théâtre du Galpon sont toujours sans lieu de représentation, aucun des espaces publics d'Artamis n'a été relogé, le Théâtre de la Parfumerie va faire place à un pont pour le passage des camions, les ateliers de la SIP vont se transformer en bureaux, Kugler et Mottatom sont toujours dans la tourmente de leur avenir proche, les espaces de creation prévus sur le site de feu Artamis ne sont pas garantis, sans parler de l'hôtel California en plein coeur des Pâquis qui logeait une centaine d'artistes et d'étudiants, vide depuis plus de cinq ans et qui demeure au vu de tous comme un symbole de mépris de l'action sociale et de la culture.

Pourtant ce bâtiment, tout comme celui de la SIP et celui de Kugler, n'appartient pas à un privé, ils sont propriétés de L'Etat.

Il est aussi déplorable que la petite subvention accordée à l'Usine pour fêter ses 20 ans ait été l'occasion d'entendre à nouveau des inepties telles que : « La culture alternative doit se donner les moyens de vivre autrement qu'avec l'argent du contribuable ! »

Primo, toutes les structures culturelles touchent des subventions publiques, pourquoi certains espaces, sous prétexte d'être étiquetés « alternatif », n'y auraient pas droit?

Secondo, l'Usine ce n'est pas toute la culture alternative.

Tertio, la majorité des espaces autogérés n'ont jamais rien demandé d'autre que de pouvoir utiliser des espaces dont personne ne voulait. Il se sont toujours créés dans des endroits laissés à l'abandon

transformant des espaces de vide en des espaces de vie et assurant leur indépendance financière par leur activités.

Maintenant ce sont ceux-là même qui ont supprimé ces espaces et interdit leur renouvellement qui s'étonnent et s'indignent qu'on leur demande des solutions. On accuse la culture alternative de profiter de l'argent du contribuable mais la culture alternative subit plus qu'elle ne profite de cet assistanat paternaliste.

(Et si, malgré ces petites précisions, des doutes subsistaient, que la lecture de ce ravissant petit livre n'arriverait pas combler, n'hésitez pas à contacter L'Union des Espaces Culturels Autogérés, (info@ueca.ch) qui se fera un plaisir de répondre à d'éventuelles questions, et ce, quelque soient vos couleurs politiques.)

Il y aussi un facteur indispensable qu'il faut prendre en compte, c'est que, comme cela a toujours été le cas, certains espaces autogérés vont tendre à prendre une forme plus institutionnelle, qu'arrive un moment où les projets expérimentés dans ces espaces en viennent à prendre une forme plus pérenne.

Le projet de fondation de droit privé, pour la promotion des lieux pour la culture émergente, mise en place par Le DCTI et Hans Wilsdorf peut être une aide salutaire pour des projets ambitieux, mais elle ne saurait en aucun cas se substituer à l'Etat en matière de soutien à la jeune création.

Le RAAC œuvre depuis ses débuts à la création d'un **conseil de la culture**, une plateforme de concertation regroupant acteurs culturels et représentants de l'Etat, de la Ville, et des communes ainsi que des plateformes de dialogues plus spécifiques notamment sur les questions de la culture et de l'urbanisme.

Mais heureusement, il y a des acteurs culturels, mais aussi des responsables politiques qui sont pour certains passés d'un côté et de l'autre, et sans qui les choses seraient bien pires qu'elles ne le sont; des personnes qui s'impliquent avec conviction et avec un réel souci d'efficacité, pour faire bouger les choses.

Je voudrais ajouter que ce sont essentiellement des femmes qui font un travail de terrain remarquable et qui travaillent encore trop souvent dans des services dirigés par des hommes. Je ne remets nullement en cause les compétences de ces derniers, et si il y a bien une qualité et non des moindres qu'il faut leur reconnaître, c'est de savoir s'entourer de personnes clairvoyantes et compétentes.

Nous sommes tous conscients que les décisions politiques sont trop rarement le fruit de bonnes volontés et trop souvent de stratégies et qu'en politique comme au théâtre, il s'agit avant tout de représentation et de séduction.

Certains acteurs du spectacle, qu'ils soient d'ordre culturel ou politique, montent sur les planches parce qu'ils veulent faire une intervention de qualité et d'autres avec le seul désir de séduire leurs congénères.

Les élections de l'automne vont encore être le théâtre d'une "foire d'empoigne", mais Mesdames et Messieurs les représentants des partis politiques, sachez que les activistes culturels que nous sommes ne se contenteront pas de vos promesses et états d'âme habituels, alors bonne lecture et rendez-vous à la rentrée.

Merci.

Richard Le Quellec